



les 22 et 26 mai 2018 :

stoppons la régression sociale !

Afin de satisfaire encore le patronat, le gouvernement veut "offrir" nos Services Publics, notre Sécurité Sociale aux grandes entreprises capitalistes pour faire toujours plus de profits, au détriment de nos emplois, de nos salaires, de nos statuts, de nos conditions de travail et de vie. Gouvernement et patronat déroulent leur plan de casse de notre modèle social et s'attaquent à l'ensemble du monde du travail :

- remise en cause du financement de notre Sécurité Sociale solidaire (maladie, retraite, chômage),
- destruction du droit du travail, des conventions collectives, du statut,
- démantèlement des Services Publics et de la Fonction Publique (État, Hospitalière, Territoriale),
- privatisation d'entreprises qui appartiennent à la nation telle la SNCF,
- désindustrialisation de notre département...

Après les attaques de France Telecoms, EDF, La Poste, le gouvernement prépare la privatisation de la SNCF en suivant les préconisations de la Commission Européenne et remet en cause le statut des Cheminots.

LES TRAVAILLEURS N'ONT JAMAIS CRÉÉ AUTANT DE RICHESSES.

Les entreprises du CAC 40 ont réalisé 94 milliards d'€ de bénéfices en 2017, une forte augmentation par rapport à 2016. Rappelons aussi que les entreprises bénéficient de 220 milliards d'€ par an d'argent public

LES MOYENS FINANCIERS EXISTENT POUR RÉPONDRE AUX BESOINS DE LA POPULATION. EXIGEONS UNE AUTRE RÉPARTITION DES RICHESSES !

LES 22 ET 26 MAI, TOUS ENSEMBLE, UNIS ET DÉTERMINÉS, ARRÊTONS-LES ET IMPOSONS NOTRE PROJET DE SOCIÉTÉ !

- retrait des réformes et restructurations annoncées : SNCF, Fonction Publique, Universités,
- abrogation des lois qui remettent en cause les garanties collectives,
- L'augmentation des salaires, des pensions, des minima sociaux, des revenus de remplacement, le SMIC à 1 800 €,
- Le passage aux 32 H avec maintien de salaire,
- L'égalité salariale et professionnelle entre les femmes et les hommes,
- Le maintien et le développement de nos atouts industriels,
- Le financement des Services Publics afin d'assurer leurs missions au service de l'intérêt général en garantissant à tous, le droit élémentaire de se soigner, de se loger, de s'éduquer...
- le financement de la Sécurité Sociale (maladie, famille, retraite, chômage, logement) basé sur les cotisations, par la mise à contribution des revenus du capital et non sur l'impôt.

Tous en grève et en manifestation

➡ Mardi 22 MAI : 10 H 30 - Vieux - Port - Marseille

➡ Samedi 26 MAI : 14 H 30 - Vieux - Port - Marseille